



Comité Technique d'Établissement du **Cerema**
11 juillet 2017

Déclaration Force Ouvrière

intitulée

« Alerte ! Le service public brûle-t'il ?
Le Cerema, en première ligne ! »



(Incendie de la tour Grenfell à Londres, ouvrage d'art du Mississippi, RD906)

M. le Directeur général,

Bien que l'intitulé reflète malheureusement la triste réalité d'abandon de service public, Force Ouvrière vous engage à défendre une nouvelle fois l'historique des Ponts et Chaussées, l'utilité du Cerema et sa place au sein des ministères de tutelle. Ça sera tout pour les encouragements, puisqu'être constructif aujourd'hui, c'est le risque de se faire virer.

Force Ouvrière va peut-être une fois de plus recevoir le reproche d'avoir, et à tort, des « *propos violents* ». Pourtant, tous les agents (« des agents qui ne sont rien » à vous-même M. le Directeur général) ont bien compris que toutes les missions/postes peuvent être remises en cause à tout moment par un départ, une chute de subventions, le caprice d'un client, la banqueroute d'une collectivité, la réquisition d'un site :

Personne n'est à l'abri !

Les agents subissent les violences décisionnelles des projets de désorganisation des services du Cerema sur l'intranet, et bientôt par SMS peut-être. Les décisions du CODIR se succèdent pour pallier la misère et l'augmentation constante de la part de contractuels au sein de l'établissement en est un signe. Le chiffre 212 vous parle-t'il ?

Et pourtant, les besoins sont là et il s'agit bien de porter ou non les politiques publiques. C'est peut-être grâce à nos bénéficiaires que nous parviendrons à résister à ce dépeçage progressif.

Ça s'annonce difficile car les premières déclarations gouvernementales peuvent laisser présager du pire. Certains évoquent même que votre stratégie qui vise à démanteler par pan entier des activités du Cerema serait presque la « moins pire ». En effet, le gouvernement souhaite aller dans la continuité des gouvernements précédents mais avec encore plus d'austérité, et en voulant porter un véritable coup d'accélérateur de réformes toujours et encore plus libérales. L'actuel ministre des Comptes publics a même déclaré la guerre à la dépense publique, sous-entendant le service public et les agents publics.

« Devenu ministre des Comptes publics, le gaulliste social Gérard Darmanin s'est métamorphosé contempteur de «l'addiction à la dépense publique». Il soutient désormais qu'il s'agit même d'un «ennemi de la démocratie», y voyant «une des raisons de la rupture de confiance entre les Français et leurs élus». Pour réfléchir aux moyens de sortir de cette « aliénation », Darmanin a tenu jeudi soir à Bercy des états généraux des comptes de la nation, où l'invité vedette, Didier Migaud, président de la Cour des comptes, s'est employé à convaincre que le niveau de la dette et de la dépense publique avait atteint en France un tel niveau que le gouvernement devra, pour y faire face, opérer sur le plan budgétaire une « rupture sans précédent » (source : Libération du 06 juillet 2017).

Les fonctionnaires semblent responsables des malheurs de la France !

Et ça commence fort ! Le rétablissement du jour de carence est annoncé dans la fonction publique, sans parler du regel du point d'indice dès 2018 mais fait nouveau, si le point d'indice augmentait, toutes les indemnités et primes n'y seraient plus indexées !

En préambule des sujets à l'ordre du jour, Force Ouvrière se félicite d'avoir un avis sur chaque document remis dans des délais qui ne sont pas toujours appropriés à l'analyse dans de bonnes conditions. Toutefois, les points liminaires et pour avis peuvent tenir en 5 min pour aborder ensuite les points pour débat.

***Dans le même CTE, on va pouvoir parler de Bilan social et de Plan social
(qui ne dit pas son nom) !***

Force Ouvrière avait déjà dénoncé la baisse drastique des effectifs pour cette année et les années suivantes. Cependant, l'effectif des catégories A (et A+), quant à lui, augmente. La direction ne sera donc pas étonnée que localement, des Ingénieurs TPE aient même endossé le bleu pour effectuer des essais, les agents de catégories C devenant rares. Ce choix est peu compréhensible face au ressenti de nombreux agents ; à moins que l'ambition du Cerema ne le réduise à un simple bureau d'études et d'ingénierie, sans essais, sans mesures, sans

investigation de terrain, sans ressources propres satisfaisantes, sans déranger le privé et bien sûr sans GPEEC.

Touche à tout et bon à rien ...

Force Ouvrière vous alerte sur cette tendance (en augmentation) couplée à la démotivation et au dégoût d'agents concernés par le leitmotiv : « *il faut rendre X postes !* », sous-entendant « *Vous partez quand ?* ». D'autres agents se plaignent de surcharge de travail, de réunionites aiguës et de démarche participative tronquée car tout semble déjà décidé à l'avance. De plus, Force Ouvrière ne cautionnera pas cette stratégie de la misère où les agents sont même invités à se prononcer pour sélectionner les activités qui doivent être arrêtées.

Lorsque ce ne sont pas les postes qui sont menacés, ce sont les implantations elles-mêmes sans parler de la perte de compétence ! Et Force Ouvrière n'oublie pas aussi de dénoncer un projet stratégique aux intérêts contradictoires : inciter tous les agents survivants au niveau local à rapporter plus de tiers alors que les infrastructures sont vidées de leur force (les agents et les missions). Concrètement, monsieur le Directeur général, votre position est devenue intenable. Comment continuer à augmenter les objectifs du tiers en diminuant les ressources du Cerema pour le faire ?

Les projets de service actuellement plus ou moins aboutis visent de plus en plus à polariser des activités et agrandir les secteurs géographiques d'intervention. Ceci n'est pas cohérent avec l'ancrage territorial inscrit dans la loi et la cohésion des territoires ; sans parler des déplacements des agents sur des aires géographiques en expansion avec les frais de déplacement qui vont avec et des conditions de travail qui évolueront vers un mode de plus en plus dégradé.

L'un des domaines que le Cerema envisage d'abandonner, et Force Ouvrière en reparlera lors de ce CTE, c'est celui du Contrôle Réglementaire de la Construction (CRC). Ce secteur regorge de compétences et ne s'inscrit pas seulement dans un champ régalien. Plus de 500 contrôles, représentant 18 000 logements, ont été réalisés en France métropolitaine durant l'année 2015. C'est le risque qu'au final, on puisse assister à des situations aussi dramatiques qu'en Angleterre tout récemment. Force Ouvrière ne peut que se joindre aux témoignages de nombreux agents intervenant dans le CRC : « on assiste à un énorme gâchis, et à une perte colossale pour l'activité bâtiment du ministère ».

Oui, Monsieur le Directeur général, la maison Cerema a tout à gagner à se défendre plutôt que de subir !

Sur un plan général, comment les agents, toutes activités confondues, peuvent-ils dans ces conditions se positionner et se projeter pour bénéficier de plans de carrière ? Que comptez-vous faire pour rassurer les agents sachant que tous les métiers sont menacés ? Quel plan d'action souhaitez-vous mettre en place pour maintenir la compétence au niveau local ?

Le CODIR FO Cerema n'a pas encore mis en ligne ses décisions mais a tout de même décidé :

- 1) nous n'acceptons pas le fatalisme navrant des « ya pas le choix », « c'est comme ça », « on doit faire avec », etc.
- 2) nous n'acceptons pas les « ne vous inquiétez pas, on pense pour vous » !
- 3) nous proposons une seule fermeture de site, celle de SITT, pour gagner du temps.
- 4) nous exigeons le bilan du temps perdu, celui où tous les cadres réfléchissent tout le temps pour perpétuellement restructurer, avec parfois, des réflexions abouties mais déjà dépassées !
- 5) nous vous donnons mandat pour éviter que « la cabane ne tombe sur le chien ».

Force Ouvrière sera attentive à toutes les réponses que vous voudrez bien apporter.

Force Ouvrière demande au vu des enjeux de la place pour les échanges et pour chaque sujet du CTE, ces sujets ne pouvant pas être traités juste par manque de temps.

JE-NOUS-TOUS *FO!*